

3 septembre 2009

---

## **LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN BÉNÉFICE NET DE 28,7 MILLIONS \$ POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE 2009**

---

### **Points saillants pour le troisième trimestre 2009**

- Bénéfice net de 28,7 millions \$
  - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 11,6 %
  - Redressement important de la marge nette d'intérêt à 2,15 %
  - Solides niveaux de capital
  - Croissance solide et soutenue des portefeuilles de prêts et de dépôts
- 

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 28,7 millions \$, ou 1,08 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à un bénéfice net de 30,9 millions \$, ou 1,17 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre 2008. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 11,6 % pour ce trimestre, comparativement à 13,4 % pour la même période en 2008. Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluaient le gain réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par une augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts, tel qu'il est expliqué plus longuement en page 4 du Rapport de gestion. Excluant ces éléments significatifs, le bénéfice net et le résultat par action ont augmenté de 13 % et 15 % respectivement par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Pour les neuf premiers mois terminés le 31 juillet 2009, le bénéfice net s'élevait à 74,9 millions \$, ou 2,76 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 75,2 millions \$, ou 2,78 \$ dilué par action ordinaire, en 2008. Les résultats pour les neuf premiers mois terminés le 31 juillet 2008, incluaient certains éléments se compensant, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque, le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a déclaré : « Nous sommes heureux des progrès substantiels réalisés au cours de ce troisième trimestre. Les mesures mises en oeuvre depuis le début de l'exercice financier afin de contrer les impacts de la crise financière et économique ont nettement contribué à l'amélioration des revenus et, de manière plus spécifique, au redressement de la marge nette d'intérêt et à la croissance de notre chiffre d'affaires. »

« En ce qui a trait à nos opérations, a ajouté M. Robitaille, les conditions économiques et les conditions du crédit actuelles demeurent un défi. Cependant, notre approche prudente nous a bien servi, à ce jour, et la qualité de nos actifs demeure satisfaisante. En outre, notre solide niveau de capital et de liquidités, devrait continuer à nous offrir la flexibilité nécessaire pour tirer profit de futures occasions d'affaires. Encore une fois au cours de ce troisième trimestre, la forte croissance des prêts et des dépôts dans la plupart de nos secteurs d'activité témoigne de notre habileté à développer nos opérations. »

## Survol des initiatives de développement des affaires

Au cours du troisième trimestre 2009, tous les secteurs d'activité de la Banque ont démontré leur capacité à développer leurs affaires. Le secteur *Immobilier et Commercial* a déclaré des résultats très solides et affiché une augmentation de 44 % de sa rentabilité d'un exercice financier à l'autre. Le succès des activités de développement des affaires mises en oeuvre par le secteur ont permis de tirer profit des occasions offertes dans le marché, ce qui s'est traduit par une augmentation des portefeuilles de prêts et d'acceptations de 20 % au cours des douze derniers mois et de plus de 8 % au cours du seul troisième trimestre 2009.

*B2B Trust* a réalisé une solide croissance de ses revenus. Bien que la croissance des dépôts ait été plus lente qu'au deuxième trimestre 2009, elle n'en a pas moins été significative, affichant tout de même une augmentation de 8 % au cours du troisième trimestre 2009 et de 36 % d'un exercice financier à l'autre. Malgré la réduction graduelle des taux promotionnels de lancement du *Compte d'investissement à intérêt élevé*, la croissance et la rétention de ces dépôts demeurent solides. Le succès de ce produit, conjugué à la croissance soutenue d'autres activités, en particulier les prêts à l'investissement et les prêts hypothécaires, attestent la pertinence de la stratégie de *B2B Trust*, de même que sa position de leader au sein des conseillers financiers indépendants.

Le revenu net du secteur *Particuliers et PME Québec* a atteint 9,7 millions \$. Dans la plupart des catégories de prêts, la croissance a été soutenue, un résultat attribuable à l'efficacité des moyens mis en oeuvre en matière de marketing et de ventes. La diversification des stratégies conçues pour améliorer les services à la clientèle, avec les équipes mobiles de développement hypothécaire ou les planificateurs financiers, s'avère efficace dans le développement et le renforcement des relations avec les clients et, en particulier, avec les jeunes familles, une clientèle prioritaire.

Au mois de juin 2009, la Banque s'est vue confier l'exclusivité de l'exploitation du réseau de guichets automatiques dans les stations du métro de Montréal. Compte tenu de l'importance des activités de détail de la Banque, ce contrat représente un développement fort significatif. Selon les termes de la nouvelle entente, la Banque installera 44 nouveaux guichets automatiques qui s'ajouteront aux 26 que la Banque exploite déjà dans le métro. Quelque 1,2 million de déplacements sont effectués quotidiennement grâce au réseau de transport collectif de Montréal et il s'agit là d'une excellente occasion de rehausser la visibilité de la Banque auprès de sa clientèle cible.

Par ailleurs, au mois de juillet 2009, Standard & Poor's a confirmé la cote de crédit de contrepartie BBB de la Banque, avec une perspective positive, ce qui reflète la rentabilité durable des activités de base, la qualité et la stabilité des actifs, l'adéquation des fonds propres et la solidité des liquidités et sources de financement.

## Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente, du point de vue de la direction, une explication de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2009, ainsi que de sa performance au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées à la même date. Ce rapport de gestion, daté du 3 septembre 2009, devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés non vérifiés pour le troisième trimestre 2009. Le Rapport annuel 2008 de la Banque fournit par ailleurs de l'information financière complémentaire sur des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

### Performance et objectifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2009, ainsi que la performance de la Banque à ce jour.

Indicateurs de performance	Objectifs 2009	Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 (réel)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,0 % à 12,0 %	10,1 %
Bénéfice net dilué par action	3,70 \$ à 4,40 \$	2,76 \$
Revenu total	+ 2 % à 5 % (645 à 665 millions \$)	+ 2,2 % (488 millions \$)
Ratio d'efficacité	73 % à 70 %	70,5 %
Ratio de capital de première catégorie <sup>(1)</sup>	minimum de 9,5 %	10,8 %

Note 1 : Au cours du troisième trimestre 2009, la Banque a changé sa façon de rendre compte de l'atténuation des risques de crédit. De plus amples renseignements sont fournis en page 8.

Compte tenu des conditions économiques actuelles, les résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 2009 s'avèrent très satisfaisants. La Banque demeure ainsi en très bonne position pour atteindre les objectifs définis à la clôture de l'exercice financier 2008.

### Analyse des résultats consolidés

#### *Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement au trimestre terminé le 31 juillet 2008*

Le bénéfice net s'élevait à 28,7 millions \$, ou 1,08 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à 30,9 millions \$, ou 1,17 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre 2008. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 11,6 % pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 13,4 % pour la même période en 2008. Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluaient certains éléments significatifs, tel que le présente le tableau ci-dessous.

## Éléments significatifs ayant affecté les résultats en 2008

en millions de dollars, sauf les montants par action	Secteur d'activité	Éléments, avant impôts sur les bénéfices	Éléments, net des impôts sur les bénéfices	Dilué par action ordinaire
			favorable (défavorable)	
<b>Trimestre terminé le 31 janvier 2008</b>				
Diminution des actifs d'impôts futurs, consécutive aux réductions des taux d'imposition du gouvernement fédéral				
	Autre	- \$	(5,6) \$	(0,23) \$
<b>Trimestre terminé le 31 juillet 2008</b>				
Gain réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal				
	Autre	12,9	11,1	0,46
Augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts				
	Autre	(8,0)	(5,5)	(0,23)
		4,9	5,6	0,23
<b>Période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008</b>		4,9 \$	(0,0) \$	(0,00) \$

En excluant ces éléments significatifs, le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ordinaire pour le troisième trimestre 2009 auraient augmenté de 3,4 millions \$ et de 0,14 \$ respectivement par rapport au troisième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 3 % et s'établissait à 176,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 171,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Cette augmentation est principalement attribuable à l'importante augmentation du revenu net d'intérêt, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 9,4 millions \$ et s'élevait à 112,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, alors qu'il s'élevait à 103,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable essentiellement à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts. Après avoir atteint un niveau de 1,92 % au deuxième trimestre 2009, les marges nettes d'intérêt se sont améliorées et s'établissaient à 2,15 % pour le troisième trimestre 2009, soit un niveau légèrement inférieur au niveau de 2,20 % établi pour le troisième trimestre 2008. Des mesures de retarification des prêts, mises en œuvre plus tôt au cours du présent exercice financier, de même que la réduction graduelle des taux promotionnels de lancement du *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust, ont contribué à ce redressement marqué. La concurrence soutenue pour attirer les particuliers et un contexte de faibles taux d'intérêt ont toutefois continué à exercer des pressions sur les marges.

Pour le troisième trimestre 2009, les autres revenus s'élevaient à 63,9 millions \$, comparativement à 67,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Les revenus tirés des opérations de courtage ont augmenté de manière significative, soit de 6,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2009 comparativement au troisième trimestre 2008. Cette augmentation est attribuable à la performance, aussi solide que soutenue, de la division Institutionnel - Revenu fixe, ainsi qu'au redressement des marchés boursiers. Les frais et commissions sur prêts et dépôts ont également augmenté, de 3,1 millions \$, en raison de la croissance globale des activités. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une diminution de 12,3 millions \$ des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers qui découle essentiellement du gain de 12,9 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions de la Bourse de Montréal et comptabilisé lors de l'exercice financier 2008. Au cours du troisième trimestre 2009, les revenus des activités de trésorerie et de

marchés financiers ont également été affectés par une charge de 4,7 millions \$ liée à la dépréciation de titres de participation désignés comme disponibles à la vente ayant continué à subir une baisse prolongée de leur juste valeur, et ce, malgré le regain des marchés boursiers. Les revenus tirés des activités de trésorerie et de marchés financiers pour le troisième trimestre 2008 incluaient par ailleurs des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente de certaines valeurs mobilières. Les revenus tirés des opérations de titrisation s'élevaient à 9,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, incluant un gain de 5,2 millions \$ réalisé grâce à la vente de 253 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels, comparativement à des revenus de titrisation de 10,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. La note 3 des états financiers intermédiaires fournit de plus amples renseignements sur les opérations de titrisation. Les revenus générés par les autres activités sont demeurés relativement inchangés d'un exercice financier à l'autre.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 16,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 18,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Pour le troisième trimestre 2008, la provision pour pertes sur prêts incluait une augmentation de 8,0 millions \$ de la provision générale destinée à améliorer le niveau global des provisions. L'augmentation des provisions spécifiques, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable principalement à la détérioration des portefeuilles de prêts à la consommation (le financement aux points de vente, en particulier), ainsi qu'à l'augmentation des provisions pour pertes sur prêts aux petites et moyennes entreprises au Québec et pour pertes sur prêts commerciaux. La détérioration des portefeuilles de prêts à la consommation est attribuable principalement à la conjoncture économique actuelle et à son impact sur les niveaux de pertes d'emploi et de faillites. Les prêts douteux bruts, qui avaient augmenté au début de l'exercice financier 2009, sont demeurés relativement inchangés par rapport à la fin du premier trimestre 2009 et s'établissaient à 123,1 millions \$ au 31 juillet 2009. Les prêts douteux nets s'établissaient à 8,4 millions \$ (0,05 % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente) au 31 juillet 2009, comparativement à 12,5 millions \$ au 30 avril 2009 et (10,6) millions \$ au 31 octobre 2008. Cette amélioration par rapport au mois d'avril 2009 reflète principalement l'effet de l'augmentation des provisions pour pertes sur prêts commerciaux. Globalement, compte tenu de la conjoncture économique actuelle, la performance du portefeuille de prêts demeure satisfaisante. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt s'établissaient à 119,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 113,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, soit une augmentation de 4,9 % d'un exercice financier à l'autre. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 2,2 millions \$, une augmentation attribuable essentiellement aux augmentations de salaires et à l'embauche de nouveaux employés dans certains secteurs d'activité jugés prioritaires. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution des coûts liés aux régimes de retraite. Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies sont demeurés relativement inchangés d'un exercice financier à l'autre. Les autres frais ont augmenté de 3,0 millions \$, en raison principalement de l'augmentation des honoraires professionnels et d'un ajustement ponctuel lié aux taxes sur le capital. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'établissait à 67,4 % pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 66,4 % pour le troisième trimestre 2008.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 12,9 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 31,0 %. Les impôts sur les bénéfices pour ce troisième trimestre 2009 incluaient une charge de 1,5 million \$ découlant d'un ajustement de l'actif d'impôts futurs. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 8,1 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 20,8 %. Ce faible taux d'imposition effectif découle essentiellement de l'imposition réduite du gain réalisé grâce à la vente des actions de la Bourse de Montréal.

***Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008***

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, le bénéfice net s'élevait à 74,9 millions \$, ou 2,76 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 75,2 millions \$, ou 2,78 \$ dilué par action ordinaire, lors de l'exercice financier 2008.

Le revenu total s'est amélioré et s'élevait à 488,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 477,7 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Cette augmentation découle en partie de l'augmentation du revenu net d'intérêt, elle-même attribuable essentiellement à la croissance des volumes de prêts et de dépôts. Par ailleurs, les mesures de retarification, mises en oeuvre depuis le début de l'exercice financier 2009, ont permis de contrebalancer effectivement l'impact du niveau généralement bas des taux d'intérêt. L'augmentation des frais et commissions sur prêts et dépôts, la croissance significative des revenus tirés des opérations de courtage et l'augmentation des revenus de titrisation ont plus que contrebalancé la diminution des revenus tirés des activités de trésorerie et de marchés financiers, elle-même découlant du gain réalisé grâce à la vente des actions de la Bourse de Montréal en 2008.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 40,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 38,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 qui incluait l'effet de l'augmentation de 8,0 millions \$ de la provision générale pour pertes sur prêts. Cette augmentation reflète la persistance des défis posés par la conjoncture du crédit, ainsi que l'augmentation des volumes de prêts.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 343,8 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 333,0 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation des salaires dans les secteurs des services bancaires aux particuliers et des technologies, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses en publicité, et a été partiellement contrebalancée par la diminution des coûts liés aux régimes de retraite. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, le ratio d'efficacité s'établissait à 70,5 %, comparativement à 69,7 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 29,2 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 28,1 %, comparativement à 31,5 millions \$ et 29,5 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Les résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 incluaient un ajustement défavorable de 5,6 millions \$, comptabilisé au premier

trimestre, consécutif aux réductions des taux d'imposition du gouvernement fédéral, ainsi que l'effet de l'imposition réduite de certains gains en capital au troisième trimestre.

***Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement au trimestre terminé le 30 avril 2009***

Le bénéfice net s'élevait à 28,7 millions \$, ou 1,08 \$ dilué par action ordinaire, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à un bénéfice net de 21,2 millions \$, ou 0,76 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre 2009. Cette augmentation de la rentabilité est principalement liée à l'amélioration marquée du revenu net d'intérêt. Celle-ci découle de l'augmentation de l'actif moyen de 678 millions \$ d'un trimestre à l'autre et de l'augmentation de 23 points de base du revenu net d'intérêt par rapport à l'actif moyen, ainsi que du fait que ce trimestre compte plus de jours. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des pertes sur prêts et des autres frais.

## **Analyse de la situation financière**

L'actif au bilan s'élevait à 21,3 milliards \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 19,6 milliards \$ au 31 octobre 2008.

Les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté de 525 millions \$, en raison principalement de la croissance, solide et soutenue, des dépôts, tel qu'il est expliqué ci-dessous. Cette amélioration du niveau des actifs liquides offre à la Banque une plus grande flexibilité pour répondre aux exigences de financement, tout en maintenant sa capacité à tirer profit des occasions de croissance qui peuvent se présenter.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires s'élevait à 15,6 milliards \$ au 31 juillet 2009, soit une augmentation de 1,2 milliard \$ par rapport au 31 octobre 2008. Les prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés, ont augmenté de 1,0 milliard \$ au cours des neuf derniers mois, tel qu'il est décrit ci-dessous, à la faveur d'un très haut niveau d'activité au cours de la récente période de renouvellement des prêts hypothécaires au Québec.

***Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels***

(en millions de dollars)	<b>au 31 juillet 2009</b>	<b>au 30 avril 2009</b>	<b>au 31 octobre 2008</b>
Prêts hypothécaires résidentiels inscrits			
au bilan	6 978 \$	6 335 \$	6 183 \$
Prêts titrisés	2 610	2 615	2 399
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	9 588 \$	8 950 \$	8 582 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux ont augmenté de plus de 215 millions \$ et 155 millions \$ respectivement depuis le début de l'exercice financier 2009. Les prêts personnels ont légèrement diminué, à la suite de la décision de la direction de réduire l'exposition de la Banque dans le domaine du financement aux points de vente.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 0,3 milliard \$ au cours du troisième trimestre 2009, et de 2,3 milliards \$ depuis le début de l'exercice financier 2009, et

s'élevait à 14,8 milliards \$ au 31 juillet 2009. Le nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust a continué à générer une croissance significative des dépôts au cours du trimestre et, depuis le début de l'exercice financier 2009, a contribué à hauteur de 2,0 milliard \$ à l'augmentation globale des dépôts de particuliers. Les dépôts des particuliers, provenant des activités des succursales bancaires, ont également augmenté, soit de 533 millions \$ depuis le début de l'exercice financier 2009. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont augmenté de 421,0 millions \$ au cours du troisième trimestre 2009 grâce, entre autres, au nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* et à d'autres initiatives. Ces augmentations ont contribué à diminuer le financement commercial et institutionnel depuis le début de l'exercice financier 2009. Au 31 juillet 2009, les dépôts des particuliers représentaient 82 % du total des dépôts qui s'élevait à 18,0 milliards \$.

Les capitaux propres s'élevaient à 1 143,5 millions \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 1 083,4 millions \$ au 31 octobre 2008. Cette augmentation des capitaux propres découle des bénéfices non répartis accumulés depuis le début de l'exercice financier 2009 et de l'augmentation des autres éléments du résultat étendu.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 37,57 \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 35,84 \$ au 31 octobre 2008. Le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 855 926 et le nombre d'options d'achat d'actions à 119 112 au 26 août 2009.

Au cours du troisième trimestre 2009, la Banque a choisi d'utiliser l'approche globale de Bâle II pour l'atténuation du risque de crédit, plutôt que l'approche simple. L'approche globale autorise une compensation plus importante entre le montant de la sûreté et celui de l'exposition. De plus, le facteur de pondération du risque, associé à certains engagements de crédit, a également été ajusté. Par conséquent, en date du 31 juillet 2009, l'actif pondéré en fonction des risques a été réduit d'environ 869 millions \$; ce qui a généré une amélioration des ratios BRI de première catégorie et de capital total de 91 et 108 points de base respectivement. En date du 31 juillet 2009, le ratio BRI de première catégorie et le ratio BRI de capital total s'établissaient ainsi à 10,8 % et 12,8 % respectivement. Le capital réglementaire de première catégorie de la Banque s'élevait à 1 015 millions \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 965,4 millions \$ au 31 octobre 2008. Ces ratios reflètent pleinement la solidité du capital de la Banque, de même que sa capacité à poursuivre son développement d'affaires. Établi à 8,8 %, le ratio de capitaux propres tangibles, l'un des plus élevés de l'industrie, atteste également la grande qualité du capital de la Banque.

Au cours du trimestre, Standard & Poor's a confirmé la cote de crédit de contrepartie *Deposits & Senior Debt* de la Banque à BBB avec une perspective positive et sa cote *Short-Term Instruments* à A-2, ce qui reflète la rentabilité durable des activités de base, la qualité et la stabilité des actifs, l'adéquation des fonds propres et la solidité des liquidités et sources de financement.

Lors de sa réunion tenue le 26 août 2009, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le versement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 septembre 2009. De plus, lors de sa réunion tenue le 3 septembre 2009, le conseil d'administration a annoncé le versement

d'un dividende de 0,34 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> novembre 2009, aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> octobre 2009.

L'actif administré s'élevait à 14,2 milliards \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 14,4 milliards \$ au 31 octobre 2008. Le redressement des valeurs marchandes au cours des six derniers mois a contribué à contrebalancer en partie la baisse de l'actif administré, comptabilisée plus tôt au cours de l'exercice financier 2009, de même que la diminution des actifs institutionnels administrés.

## Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente la contribution de chacun des secteurs d'activité au bénéfice net de la Banque. Trois journées additionnelles ont contribué positivement aux résultats pour le troisième trimestre 2009, comparativement au deuxième trimestre.

### Contributions au bénéfice net

(en millions \$)	Particuliers et PME Québec	Immobilier et Commercial	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque		Total
				Laurentienne	Autres	
<b>T3 2009</b>	9,7	11,1	8,7	3,2	(4,0)	[note 1] 28,7
	30 %	34 %	26 %	10 %	s. o.	100 %
<b>T2 2009</b>	9,8	7,5	7,8	1,9	(5,8)	21,2
	36 %	28 %	29 %	7 %	s. o.	100 %
<b>T3 2008</b>	11,6	7,7	9,2	1,1	1,3	30,9
	39 %	26 %	31 %	4 %	s. o.	100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

### Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur *Particuliers et PME Québec* au bénéfice net a diminué et s'élevait à 9,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 11,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 1,6 million \$, passant de 107,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2008 à 109,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, grâce à la croissance soutenue des volumes de prêts et de dépôts. Les pertes sur prêts étaient en hausse et s'établissaient à 12,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 9,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Ce résultat reflète la persistance d'une mauvaise conjoncture du crédit dans les domaines du financement aux points de vente et du financement des petites et moyennes entreprises. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,3 % ou 1,9 million \$, passant de 82,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2008 à 84,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, en raison principalement de l'augmentation des salaires et des dépenses en publicité.

### **Immobilier et Commercial**

La contribution du secteur *Immobilier et Commercial* au bénéfice net a augmenté de 3,4 millions \$ ou 44 %, et s'élevait à 11,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 7,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 37 % ou 6,7 millions \$, passant de 18,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2008 à 25,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2009. Ce résultat découle de l'augmentation du revenu net d'intérêt, elle-même attribuable à la croissance des volumes de prêts et des marges, ainsi qu'à l'augmentation des frais. Les pertes sur prêts, essentiellement dans le domaine des prêts commerciaux, ont augmenté et s'élevaient à 2,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 1,0 million \$ pour le troisième trimestre 2008. Compte tenu des conditions économiques actuelles, les pertes sur prêts enregistrées dans ces portefeuilles sont demeurées sous bon contrôle tout au long du troisième trimestre 2009. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1,0 million \$, et s'établissaient à 6,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 5,8 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

### **B2B Trust**

La contribution de *B2B Trust* au bénéfice net a diminué de 0,6 million \$ et s'élevait à 8,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 9,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 1,7 million \$, passant de 24,7 millions \$ pour le troisième trimestre 2008 à 26,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2009. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 2,0 millions \$ d'un exercice financier à l'autre, en raison principalement de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts. Le récent relâchement des conditions de financement et la réduction graduelle des taux promotionnels de lancement du *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust ont contribué partiellement au rétablissement des marges nettes d'intérêt par rapport aux trimestres précédents.

Les dépôts s'élevaient à 8,7 milliards \$ au 31 juillet 2009, soit une augmentation de 2,7 milliards \$ depuis le début de l'exercice financier 2009, et une augmentation de 334,0 millions \$ depuis le 30 avril 2009. Cette augmentation marquée des dépôts est attribuable principalement au nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* qui offre à la Banque une plus grande flexibilité pour répondre aux exigences de financement et pour soutenir des initiatives de croissance des affaires. Les prêts ont également continué à progresser, alors que leur niveau trimestriel moyen augmentait de 298 millions \$ au cours des neuf derniers mois.

Les pertes sur prêts ont augmenté et s'établissaient à 1,5 million \$ pour le troisième trimestre 2009 comparativement à 0,2 million \$ au troisième trimestre 2008. Bien que ces pertes sur prêts reflètent une détérioration des conditions du crédit, leur niveau demeure encore relativement bas, compte tenu de la taille des portefeuilles sous-jacents. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 12,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 10,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2008.

### **Valeurs mobilières Banque Laurentienne**

La contribution de *Valeurs mobilières Banque Laurentienne* au bénéfice net a nettement augmenté et s'élevait à 3,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 1,1 million \$ pour le troisième trimestre 2008. La solide performance de la division Institutionnel - Revenu fixe et l'amélioration des résultats pour d'autres activités, attribuable au redressement des marchés boursiers, ont contribué à l'atteinte de ces excellents résultats trimestriels. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 11,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à 8,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2008, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des coûts de la rémunération variable.

### **Autres**

Le secteur *Autres* a déclaré une contribution négative au bénéfice net, de 4,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à une contribution positive de 1,3 million \$ pour le troisième trimestre 2008.

Le revenu net d'intérêt s'est amélioré et s'établissait à (7,9) millions \$ pour le troisième trimestre 2009, comparativement à (10,6) millions \$ pour le troisième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement au rajustement compensatoire du revenu net d'intérêt découlant des opérations de titrisation dans ce secteur d'activité, à la diminution des marges sur les actifs liquides et à la conjoncture globale des taux d'intérêt plus faibles. Les autres revenus s'élevaient à 7,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2009 et se composaient principalement de revenus liés aux opérations de titrisation. Les revenus tirés des activités de trésorerie et de marchés financiers ne représentaient qu'une part négligeable des autres revenus, alors que les revenus du trimestre ont été affectés par une charge de 4,7 millions \$ liée à la baisse de valeur de certains titres disponible à la vente. Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluaient le gain de 12,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des actions de la Bourse de Montréal, contrebalancé en partie par des pertes de 5,3 millions \$ sur la vente d'autres valeurs mobilières.

Les résultats pour le troisième trimestre 2008 incluaient également une provision pour pertes sur prêts additionnelle de 8,0 millions \$.

## Informations additionnelles sur les investissements en titres adossés à des actifs

La Banque détient des investissements dans des titres adossés à des actifs dans ses portefeuilles de placement et de négociation, tel qu'il est détaillé ci-dessous.

au 31 juillet 2009

(à la valeur du marché, en millions de dollars)	PCAA	Billets à terme		Total
		THC	Autres TAA <sup>(1)</sup>	
Titres émis par des conduits auparavant couverts par l'Entente de Montréal <sup>(2)</sup>	—	—	13	13
Autres titres	—	15	6	21
<b>Total - Titres adossés à des actifs</b>	<b>—</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>34</b>

(1) Excluant les titres hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH)

(2) Au cours du premier trimestre 2009, tous les PCAA émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal ont été convertis en billets à terme. Ces nouveaux titres n'ont pas été négociés activement à ce jour. Par conséquent, des techniques d'évaluation ont été utilisées pour l'estimation des justes valeurs. Les réductions cumulatives de la valeur de ces nouveaux titres s'élevaient à 5,6 millions \$, ou environ 30 %, par rapport aux valeurs comptables antérieures.

PCAA - Papier commercial adossé à des actifs

THC - Titres hypothécaires commerciaux

TAA - Titres adossés à des actifs

## DONNÉES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES - RÉSULTATS TRIMESTRIELS

en millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiées)	2009			2008			2007	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu total	<b>176,7 \$</b>	154,8 \$	156,5 \$	152,8 \$	171,1 \$	155,5 \$	151,1 \$	145,6 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	<b>28,7</b>	21,2	25,0	22,9	30,9	25,1	19,1	25,7
Bénéfice net	<b>28,7</b>	21,2	25,0	27,3	30,9	25,1	19,1	30,2
Bénéfice par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	<b>1,08</b>	0,76	0,92	0,84	1,17	0,93	0,68	0,96
dilué	<b>1,08</b>	0,76	0,91	0,84	1,17	0,93	0,68	0,95
Bénéfice net par action ordinaire								
de base	<b>1,08</b>	0,76	0,92	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14
dilué	<b>1,08</b>	0,76	0,91	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	<b>11,6 %</b>	8,5 %	10,0 %	11,5 %	13,4 %	11,2 %	8,1 %	13,8 %
Actif au bilan	<b>21 295 \$</b>	20 382 \$	19 847 \$	19 559 \$	19 301 \$	18 383 \$	18 270 \$	17 787 \$

## Conventions comptables

Un sommaire des principales conventions comptables utilisées par la Banque est présentée aux notes 2 et 3 afférentes aux états financiers consolidés. Aux pages 54 à 56 du Rapport annuel 2008, on trouve également une analyse de certaines conventions comptables critiques qui réfèrent à des montants importants présentés aux états financiers consolidés ou exigent de la direction qu'elle pose des jugements. Les états financiers consolidés intermédiaires pour le troisième trimestre 2009 ont été préparés conformément à ces conventions comptables, sous réserve des exceptions indiquées ci-dessous.

### **Nouvelles normes comptables adoptées au cours de l'exercice financier 2009**

Plus tôt au cours de l'exercice financier 2009, la Banque a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, ainsi que l'Abrégé CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Ces modifications, présentées plus longuement à la note 1 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés, n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

### **Modifications de conventions comptables à venir**

#### *Dépréciation d'actifs financiers*

Le 29 juillet 2009, le Conseil des normes comptables (CNC) a publié un tapuscrit des modifications qui seront incorporées au chapitre 3025, *Prêts douteux*, et au chapitre 3855, *Instruments financiers — comptabilisation et évaluation*. Les détails de ces modifications apparaissent à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires. Ces modifications s'appliquent aux états financiers annuels pour les exercices financiers débutant à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008, mais ne sont pas imposées pour les états financiers intermédiaires de l'exercice d'adoption. La Banque a choisi d'en reporter l'adoption au 31 octobre 2009 et ne prévoit pas que ces nouvelles exigences auront une incidence significative sur ses états financiers lors de leur adoption.

#### *Instruments financiers — informations à fournir*

Au mois de juin 2009, le CNC a publié des modifications au chapitre 3862, *Instruments financiers — informations à fournir*, afin d'améliorer les exigences en matière d'information à fournir en ce qui concerne les évaluations à la juste valeur et le risque de liquidité. Ces modifications s'appliquent aux états financiers annuels de la Banque en date du 31 octobre 2009. Étant donné que ces modifications ne concernent que les exigences de divulgation, elles n'auront pas d'incidence significative sur les résultats ou sur la situation financière de la Banque.

#### *Normes internationales d'information financière*

Au mois de janvier 2006, le CNC a dévoilé son nouveau plan stratégique qui inclut, entre autres, la décision de faire converger les normes d'information financière des sociétés ouvertes canadiennes vers les Normes internationales d'information financière (IFRS). Selon ce plan stratégique, le nouvel ensemble de normes entrera en vigueur pour les exercices financiers débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011, soit pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2012 en ce qui concerne la Banque.

À la lumière des récents bouleversements économiques, l'International Accounting Standards Board (IASB) a proposé d'importants changements aux principes comptables

en ce qui concerne la comptabilité des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les opérations de couverture et les pertes sur prêts. L'analyse des conséquences, d'un point de vue comptable, liées à ces éléments, ainsi qu'à l'ensemble des autres aspects liés au passage aux IFRS, sont en cours. Un calendrier a été préparé afin d'en évaluer l'incidence sur la divulgation financière, les systèmes d'information et les contrôles internes. La Banque surveille également de manière très attentive les répercussions éventuelles de tels changements sur les exigences relatives au capital.

## **Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de l'information financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque soient présentés fidèlement.

Au cours du dernier trimestre, terminé le 31 juillet 2009, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque, relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## **À propos de la Banque Laurentienne**

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clientèles tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau de conseillers financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque détient une position de choix dans des segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 21 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 14 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 500 personnes.

## **Mesures financières non conformes aux PCGR**

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR, tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la marge nette d'intérêt, la

valeur comptable de l'action ordinaire et les ratios d'efficacité, afin d'évaluer sa performance. En outre, certaines sections de ce communiqué font état d'un bénéfice net, excluant les éléments significatifs. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles qui peuvent leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers et effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

## **Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels**

Dans ce communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs à son plan d'affaires et à ses objectifs financiers. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes s'avèrent exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

## **Conférence téléphonique**

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le jeudi 3 septembre 2009, à compter de 14 h 00, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-231-8192 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le jeudi 3 septembre 2009, à minuit, le vendredi 25 septembre 2009, au numéro 1-800-374-6971, code 24703041.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – [www.banquelaurentienne.ca](http://www.banquelaurentienne.ca) – à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière  
Michel C. Lauzon

514 284-4500, poste 7997

Relations médias  
et Relations avec les investisseurs  
Gladys Caron

514 284-4500, poste 7511  
tél. cell. 514 893-3963

# POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008	VARIATION	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008	VARIATION
<b>Résultats</b>						
Bénéfice net	28,7 \$	30,9 \$	(7) %	74,9 \$	75,2 \$	- %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	25,9 \$	28,0 \$	(8) %	65,8 \$	66,3 \$	(1) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(1)</sup>	11,6 %	13,4 %		10,1 %	10,9 %	
<b>Par action ordinaire</b>						
Résultat net dilué	1,08 \$	1,17 \$	(8) %	2,76 \$	2,78 \$	(1) %
Dividendes déclarés	0,34 \$	0,32 \$	6 %	1,02 \$	0,96 \$	6 %
Valeur comptable <sup>(1)</sup>				37,57 \$	35,15 \$	7 %
Cours de l'action - clôture				35,75 \$	42,00 \$	(15) %
<b>Situation financière</b>						
Actif au bilan				21 295 \$	19 301 \$	10 %
Actif administré				14 156 \$	15 490 \$	(9) %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net				15 853 \$	14 825 \$	7 %
Dépôts de particuliers				14 766 \$	12 466 \$	18 %
Capitaux propres et débentures				1 293 \$	1 211 \$	7 %
Nombre d'actions ordinaires - fin de la période (en milliers)				23 856	23 844	- %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente				0,05 %	(0,09) %	
Actif pondéré en fonction des risques				9 410 \$	9 505 \$	(1) %
<b>Ratio de capital</b>						
Ratio BRI de première catégorie				10,8 %	10,1 %	
Ratio BRI total				12,8 %	12,1 %	
Ratio actif / fonds propres				17,8 x	16,9 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques <sup>(2)</sup>				8,8 %	8,1 %	
<b>RATIOS FINANCIERS</b>						
<b>Par action ordinaire</b>						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				9,5 x	10,7 x	
Valeur au marché / valeur comptable				95 %	119 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,80 %	3,05 %		3,80 %	3,05 %	
Ratio du dividende versé	31,4 %	27,3 %		37,0 %	34,5 %	
<b>En pourcentage de l'actif moyen</b>						
Revenu net d'intérêt	2,15 %	2,20 %		2,03 %	2,23 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,31 %	0,39 %		0,27 %	0,28 %	
<b>Rentabilité</b>						
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	67,4 %	66,4 %		70,5 %	69,7 %	
<b>AUTRES RENSEIGNEMENTS</b>						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 571	3 521	
Nombre de succursales				156	156	
Nombre de guichets automatiques				362	340	

(1) Relativement au calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu.

(2) Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels.

# BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	AU 31 JUILLET 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 31 JUILLET 2008
<b>ACTIF</b>				
<b>Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>		<b>56 240 \$</b>	<b>54 410 \$</b>	<b>63 756 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>		<b>475 986</b>	<b>94 291</b>	<b>292 085</b>
<b>Valeurs mobilières</b>				
Disponibles à la vente		<b>1 061 666</b>	<b>1 327 504</b>	<b>1 111 747</b>
Détenues à des fins de transaction		<b>1 277 764</b>	<b>1 069 197</b>	<b>1 129 552</b>
Désignées comme étant détenues à des fins de transaction		<b>1 574 909</b>	<b>1 118 838</b>	<b>1 018 698</b>
		<b>3 914 339</b>	<b>3 515 539</b>	<b>3 259 997</b>
<b>Valeurs acquises en vertu de conventions de revente</b>				
		<b>403 961</b>	<b>661 391</b>	<b>843 068</b>
<b>Prêts</b>				
	2 et 3			
Personnels		<b>5 214 906</b>	<b>5 302 046</b>	<b>5 265 562</b>
Hypothécaires résidentiels		<b>6 978 469</b>	<b>6 182 871</b>	<b>6 109 648</b>
Hypothécaires commerciaux		<b>1 148 071</b>	<b>932 688</b>	<b>883 401</b>
Commerciaux et autres		<b>2 003 217</b>	<b>1 847 327</b>	<b>1 727 105</b>
		<b>15 344 663</b>	<b>14 264 932</b>	<b>13 985 716</b>
Provisions pour pertes sur prêts		<b>(114 672)</b>	<b>(112 434)</b>	<b>(115 504)</b>
		<b>15 229 991</b>	<b>14 152 498</b>	<b>13 870 212</b>
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		<b>219 533</b>	<b>110 342</b>	<b>111 966</b>
Immobilisations corporelles et logiciels		<b>142 494</b>	<b>143 489</b>	<b>138 000</b>
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		<b>241 239</b>	<b>237 704</b>	<b>110 370</b>
Écarts d'acquisition		<b>53 790</b>	<b>53 790</b>	<b>53 790</b>
Autres actifs incorporels		<b>11 982</b>	<b>12 896</b>	<b>13 201</b>
Autres actifs		<b>545 925</b>	<b>522 202</b>	<b>544 539</b>
		<b>1 214 963</b>	<b>1 080 423</b>	<b>971 866</b>
		<b>21 295 480 \$</b>	<b>19 558 552 \$</b>	<b>19 300 984 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers		<b>14 765 581 \$</b>	<b>12 430 038 \$</b>	<b>12 465 740 \$</b>
Entreprises, banques et autres		<b>3 192 277</b>	<b>2 903 774</b>	<b>2 688 225</b>
		<b>17 957 858</b>	<b>15 333 812</b>	<b>15 153 965</b>
<b>Autres</b>				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		<b>700 058</b>	<b>819 236</b>	<b>933 839</b>
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		<b>251 749</b>	<b>1 136 096</b>	<b>1 013 995</b>
Acceptations		<b>219 533</b>	<b>110 342</b>	<b>111 966</b>
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		<b>139 348</b>	<b>147 469</b>	<b>70 981</b>
Autres passifs		<b>733 444</b>	<b>778 162</b>	<b>805 422</b>
		<b>2 044 132</b>	<b>2 991 305</b>	<b>2 936 203</b>
		<b>150 000</b>	<b>150 000</b>	<b>150 000</b>
<b>Débitures subordonnées</b>				
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	4	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>	<b>210 000</b>
Actions ordinaires	4	<b>257 641</b>	<b>257 462</b>	<b>257 360</b>
Surplus d'apport		<b>201</b>	<b>173</b>	<b>158</b>
Bénéfices non répartis		<b>638 480</b>	<b>596 974</b>	<b>580 703</b>
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8	<b>37 168</b>	<b>18 826</b>	<b>12 595</b>
		<b>1 143 490</b>	<b>1 083 435</b>	<b>1 060 816</b>
		<b>21 295 480 \$</b>	<b>19 558 552 \$</b>	<b>19 300 984 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	178 002 \$	171 158 \$	204 237 \$	539 808 \$	631 375 \$
Valeurs mobilières	18 031	16 723	16 161	53 219	44 398
Dépôts auprès d'autres banques	278	509	6 815	3 801	21 187
Autres, incluant instruments financiers dérivés	40 979	34 257	13 148	97 511	17 539
	<b>237 290</b>	<b>222 647</b>	<b>240 361</b>	<b>694 339</b>	<b>714 499</b>
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	122 119	125 571	128 264	376 764	380 233
Autres, incluant instruments financiers dérivés	455	1 116	6 739	6 249	26 500
Débitures subordonnées	1 950	1 887	1 945	5 784	5 796
	<b>124 524</b>	<b>128 574</b>	<b>136 948</b>	<b>388 797</b>	<b>412 529</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>112 766</b>	<b>94 073</b>	<b>103 413</b>	<b>305 542</b>	<b>301 970</b>
<b>Autres revenus</b>					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	26 768	24 665	23 660	75 042	67 775
Revenus tirés des activités de courtage	15 417	10 754	8 973	34 862	23 330
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	17	5 979	12 328	10 571	25 753
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	3 225	2 985	3 943	9 046	10 841
Revenus d'assurance crédit	4 767	3 768	3 957	12 595	10 230
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 056	2 038	2 249	6 073	6 797
Revenus de titrisation	9 771	8 594	10 764	28 890	25 619
Autres	1 870	1 912	1 808	5 341	5 355
	<b>63 891</b>	<b>60 695</b>	<b>67 682</b>	<b>182 420</b>	<b>175 700</b>
<b>Revenu total</b>	<b>176 657</b>	<b>154 768</b>	<b>171 095</b>	<b>487 962</b>	<b>477 670</b>
<b>Provision pour pertes sur prêts</b>	<b>16 000</b>	<b>12 000</b>	<b>18 500</b>	<b>40 000</b>	<b>38 000</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Salaires et avantages sociaux	62 828	60 414	60 668	183 631	177 733
Frais d'occupation de locaux et technologie	30 331	29 790	29 937	88 106	88 321
Autres	25 922	23 830	22 942	72 110	66 897
	<b>119 081</b>	<b>114 034</b>	<b>113 547</b>	<b>343 847</b>	<b>332 951</b>
<b>Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>41 576</b>	<b>28 734</b>	<b>39 048</b>	<b>104 115</b>	<b>106 719</b>
Impôts sur les bénéfices	12 893	7 579	8 111	29 230	31 521
<b>Bénéfice net</b>	<b>28 683 \$</b>	<b>21 155 \$</b>	<b>30 937 \$</b>	<b>74 885 \$</b>	<b>75 198 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents	2 824	3 004	2 967	9 050	8 864
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>25 859 \$</b>	<b>18 151 \$</b>	<b>27 970 \$</b>	<b>65 835 \$</b>	<b>66 334 \$</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	23 854	23 849	23 842	23 851	23 834
dilué	23 872	23 855	23 888	23 866	23 877
Résultat net par action ordinaire					
de base	1,08 \$	0,76 \$	1,17 \$	2,76 \$	2,78 \$
dilué	1,08 \$	0,76 \$	1,17 \$	2,76 \$	2,78 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
		31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
<b>Bénéfice net</b>		<b>28 683 \$</b>	<b>30 937 \$</b>	<b>74 885 \$</b>	<b>75 198 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices</b>	8				
Variation des gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		<b>8 674</b>	(2 851)	<b>9 529</b>	(5 583)
Reclassement aux résultats des (gains) et pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		<b>3 123</b>	(7 938)	<b>3 795</b>	(10 068)
Variation nette des gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		<b>(17 786)</b>	(641)	<b>5 018</b>	27 369
		<b>(5 989)</b>	(11 430)	<b>18 342</b>	11 718
<b>Résultat étendu</b>		<b>22 694 \$</b>	<b>19 507 \$</b>	<b>93 227 \$</b>	<b>86 916 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
		31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
<b>Actions privilégiées</b>			
Solde au début et à la fin de la période		<b>210 000 \$</b>	210 000 \$
<b>Actions ordinaires</b>	4		
Solde au début de la période		<b>257 462</b>	256 445
Émissions au cours de la période en vertu du régime d'options d'achat d'actions	5	<b>179</b>	915
Solde à la fin de la période		<b>257 641</b>	257 360
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de la période		<b>173</b>	105
Rémunération à base d'actions	5	<b>28</b>	53
Solde à la fin de la période		<b>201</b>	158
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde au début de la période		<b>596 974</b>	537 254
Bénéfice net		<b>74 885</b>	75 198
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		<b>(9 050)</b>	(8 864)
Actions ordinaires		<b>(24 329)</b>	(22 885)
Solde à la fin de la période		<b>638 480</b>	580 703
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	8		
Solde au début de la période		<b>18 826</b>	877
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		<b>18 342</b>	11 718
Solde à la fin de la période		<b>37 168</b>	12 595
<b>Capitaux propres</b>		<b>1 143 490 \$</b>	<b>1 060 816 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	28 683 \$	21 155 \$	30 937 \$	74 885 \$	75 198 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur prêts	16 000	12 000	18 500	40 000	38 000
Gains sur les activités de titrisation	(5 234)	(9 229)	(8 208)	(31 135)	(23 393)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction	404	725	(11 637)	3 814	(15 340)
Impôts futurs	5 007	4 294	6 505	16 620	26 655
Amortissements	8 411	8 193	7 708	24 649	23 048
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction	(421 073)	196 179	1 597	(208 567)	(42 594)
Variation des intérêts courus à recevoir	13 120	(14 919)	8 592	7 577	1 830
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés	42 351	(5 299)	14 987	(3 535)	(47 625)
Variation des intérêts courus à payer	(42 979)	4 480	(8 783)	(50 148)	(14 289)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés	(8 582)	13 901	(10 886)	(8 121)	130
Autres, net	19 353	(12 209)	5 574	(18 513)	45 035
	<b>(344 539)</b>	<b>219 271</b>	<b>54 886</b>	<b>(152 474)</b>	<b>66 655</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation nette des dépôts	697 095	1 687 893	712 043	2 624 046	1 275 257
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert	128 876	(334 147)	(11 916)	(119 178)	65 164
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	68 325	(968 424)	126 272	(884 347)	85 008
Émissions d'actions ordinaires	145	-	82	179	915
Dividendes, y compris les impôts afférents	(10 935)	(11 113)	(10 599)	(33 379)	(31 750)
	<b>883 506</b>	<b>374 209</b>	<b>815 882</b>	<b>1 587 321</b>	<b>1 394 594</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction					
Acquisitions	(1 235 710)	(1 810 651)	(1 113 345)	(4 048 972)	(2 326 740)
Produit à la vente et à l'échéance	1 547 606	1 497 435	1 058 878	3 880 890	1 789 738
Variation des prêts	(1 000 405)	(467 955)	(722 644)	(1 855 403)	(1 690 453)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente	135 898	35 480	(363 748)	257 430	(302 764)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires	253 234	171 816	262 707	737 166	1 068 956
Acquisitions d'immobilisations corporelles et logiciels	(9 311)	(8 356)	(8 725)	(22 437)	(22 380)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles et logiciels	-	-	-	4	103
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(234 422)	(596)	14 567	(381 695)	(8 830)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'actifs	-	-	-	-	29 632
	<b>(543 110)</b>	<b>(582 827)</b>	<b>(872 310)</b>	<b>(1 433 017)</b>	<b>(1 462 738)</b>
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(4 143)	10 653	(1 542)	1 830	(1 489)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période	60 383	49 730	65 298	54 410	65 245
<b>Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période</b>	<b>56 240 \$</b>	<b>60 383 \$</b>	<b>63 756 \$</b>	<b>56 240 \$</b>	<b>63 756 \$</b>
<b>Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :</b>					
Intérêts versés au cours de la période	172 336 \$	112 728 \$	140 480 \$	434 405 \$	428 133 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de la période	3 303 \$	1 709 \$	(4 568) \$	13 301 \$	(3 470) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TOUS LES CHIFFRES DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES (NON VÉRIFIÉES)

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne du Canada (la Banque) ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2008. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

### Modifications de conventions comptables

#### *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

En novembre 2007, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a approuvé le nouveau chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 renforce l'approche fondée sur des principes pour la constatation des coûts à titre d'actifs, au sens de la définition d'actifs et des critères de constatation énoncés au chapitre 1000. Il précise également de façon spécifique les critères de comptabilisation d'un actif incorporel développé à l'interne. De plus, le CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliquera plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications, adoptées par la Banque en date du 1<sup>er</sup> novembre 2008, n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

#### *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié l'abrégé du CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui s'applique à la Banque de façon rétrospective en date du 1<sup>er</sup> novembre 2008. Le document confirme que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cet abrégé n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

#### *Instruments financiers – informations à fournir*

En juin 2009, le CNC a publié des modifications au Chapitre 3862 – *Instruments financiers – informations à fournir* afin d'améliorer les exigences en matière d'information à fournir à propos de la mesure de la juste valeur et du risque de liquidité. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels de la Banque au 31 octobre 2009. Puisque les modifications ne concernent que les exigences de divulgation à fournir, elles n'auront pas d'incidence significative sur les résultats ou la situation financière.

#### *Dépréciation d'actifs financiers*

Le 29 juillet 2009, le CNC du Canada a publié un tapuscrit des modifications qui seront intégrées aux chapitres 3025, *Prêts douteux* et 3855, *Instruments financiers — comptabilisation et évaluation*.

Les modifications permettront principalement : (i) d'éliminer la distinction entre les titres de créance et les autres instruments d'emprunt, une distinction reposant davantage sur la forme juridique que sur la substance économique. Par conséquent, les instruments d'emprunt non cotés sur un marché actif pourraient être classés comme étant des prêts et créances, et leur dépréciation serait déterminée en fonction de la perte sur prêt subie, comme le prévoit actuellement le chapitre 3025; (ii) d'adopter, pour la dépréciation des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, le modèle du chapitre 3025, fondé sur la perte sur prêt subie; (iii) d'exiger la reprise d'une perte de valeur relative à un instrument d'emprunt disponible à la vente lorsque, au cours d'une période ultérieure, sa juste valeur augmente et que cette augmentation peut être objectivement reliée à un événement postérieur à la comptabilisation de la perte de valeur.

Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008, sans toutefois s'appliquer obligatoirement aux états financiers intermédiaires de l'exercice d'adoption. La Banque a choisi d'en reporter l'adoption au 31 octobre 2009, et ne prévoit pas qu'elle aura d'incidence significative.

## 2. PRÊTS

### Prêts et prêts douteux

AU 31 JUILLET 2009

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 214 906 \$	21 102 \$	7 333 \$	28 949 \$	36 282 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 978 469	24 633	1 643	4 091	5 734
Prêts hypothécaires commerciaux	1 148 071	9 316	2 503	5 879	8 382
Prêts commerciaux et autres	2 003 217	68 058	29 943	34 331	64 274
	<b>15 344 663 \$</b>	<b>123 109 \$</b>	<b>41 422 \$</b>	<b>73 250 \$</b>	<b>114 672 \$</b>

AU 31 OCTOBRE 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 302 046 \$	19 250 \$	6 634 \$	33 052 \$	39 686 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 182 871	16 579	1 405	4 211	5 616
Prêts hypothécaires commerciaux	932 688	6 275	1 883	4 760	6 643
Prêts commerciaux et autres	1 847 327	59 769	29 262	31 227	60 489
	<b>14 264 932 \$</b>	<b>101 873 \$</b>	<b>39 184 \$</b>	<b>73 250 \$</b>	<b>112 434 \$</b>

AU 31 JUILLET 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 265 562 \$	18 973 \$	6 431 \$	32 289 \$	38 720 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 109 648	21 033	1 625	4 433	6 058
Prêts hypothécaires commerciaux	883 401	4 029	1 657	4 716	6 373
Prêts commerciaux et autres	1 727 105	58 639	32 541	31 812	64 353
	<b>13 985 716 \$</b>	<b>102 674 \$</b>	<b>42 254 \$</b>	<b>73 250 \$</b>	<b>115 504 \$</b>

### Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

POUR LES NEUF MOIS  
TERMINÉS LE 31 JUILLET  
**2009**      **2008**

	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	6 634 \$	1 405 \$	1 883 \$	29 262 \$	39 184 \$	50 072 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	27 363	1 003	620	11 014	40 000	30 000
Radiations	(32 731)	(1 120)	-	(10 409)	(44 260)	(41 942)
Recouvrements	6 067	355	-	76	6 498	4 124
Solde en fin de période	<b>7 333 \$</b>	<b>1 643 \$</b>	<b>2 503 \$</b>	<b>29 943 \$</b>	<b>41 422 \$</b>	<b>42 254 \$</b>

### Provision générale pour pertes sur prêts

Les pertes sur prêts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 incluent une charge de 8 000 000\$ liée à l'augmentation de la provision générale pour perte sur prêts.

### Prêts en souffrance mais non douteux

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

AU 31 JUILLET 2009

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	88 364 \$	27 345 \$	5 912 \$	121 621 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	164 405	47 809	28 067	240 281
	<b>252 769 \$</b>	<b>75 154 \$</b>	<b>33 979 \$</b>	<b>361 902 \$</b>

## 2. PRÊTS (SUITE)

### Prêts en souffrance mais non douteux (suite)

AU 31 OCTOBRE 2008

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	86 850 \$	26 298 \$	3 665 \$	116 813 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	151 524	27 861	16 368	195 753
	238 374 \$	54 159 \$	20 033 \$	312 566 \$

## 3. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement via le programme d'obligations hypothécaires du Canada et via le processus d'encan de titres hypothécaires LNH du gouvernement du Canada. De plus, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires conventionnels avant 2008. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	253 234 \$	171 816 \$	262 707 \$	737 166 \$	1 068 956 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	9 366	15 180	14 353	52 853	48 978
Passif de gestion	(2 317)	(1 301)	(2 225)	(6 416)	(8 875)
Autres	61	(2 735)	(220)	(7 732)	(8 468)
	260 344	182 960	274 615	775 871	1 100 591
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	(253 469)	(172 039)	(263 588)	(737 910)	(1 069 271)
Radiation des frais d'origination	(1 641)	(1 692)	(2 819)	(6 826)	(7 927)
Gains sur les opérations de titrisation	5 234 \$	9 229 \$	8 208 \$	31 135 \$	23 393 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du troisième trimestre de 2009 se détaillent comme suit.

Terme moyen pondéré (Mois)	38
Taux de remboursement anticipé	22,1 %
Taux d'actualisation	1,7 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Le tableau suivant fournit le détail des revenus de titrisation tel que présentés à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Gains sur les opérations de titrisation	5 234 \$	9 229 \$	8 208 \$	31 135 \$	23 393 \$
Variations de la juste valeur des droits conservés relatifs aux intérêts excédentaires, des swaps de titrisation et des instruments financiers détenus à des fins de couvertures économiques	4 879	(2 042)	1 709	(4 472)	1 315
Revenus de gestion	1 938	1 820	1 716	5 593	4 697
Autres	(2 280)	(413)	(869)	(3 366)	(3 786)
	9 771 \$	8 594 \$	10 764 \$	28 890 \$	25 619 \$

Au 31 juillet 2009, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 85 557 000 \$ (desquels 81 921 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 13 304 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 610 188 000 \$ au 31 juillet 2009 (2 398 564 000 \$ au 31 octobre 2008).

## 4. CAPITAL-ACTIONS

### Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 6 613 actions ordinaires ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 145 000 \$ (8 226 actions ordinaires pour une contrepartie au comptant de 179 000 \$ au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2009).

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 31 JUILLET 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A <sup>(1)</sup>				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 855 926	257 641 \$	23 847 700	257 462 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

### Gestion du capital

L'objectif de la Banque est de maintenir un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement acceptable, en respectant son profil de risque. Le niveau de capital doit être suffisant pour que la Banque puisse démontrer sa solvabilité et sa capacité à faire face à ses risques opérationnels, en plus d'offrir le niveau requis de sécurité pour ses déposants et ses créanciers. Le capital doit également rencontrer des exigences réglementaires minimales, telles que définies par le Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), des règles internes de suffisance de capital et s'aligner avec les cotes de crédit visées.

Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7% et un ratio de capital total d'au moins 10%. La Banque évalue son capital réglementaire en se basant sur la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel, telles qu'élaborées par la Banque des règlements internationaux (Bâle II). La Banque s'est conformée à ces exigences tout au long de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2009.

### Capital réglementaire

	AU 31 JUILLET 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 31 JUILLET 2008
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 641 \$	257 462 \$	257 360 \$
Surplus d'apport	201	173	158
Bénéfices non répartis	638 480	596 974	580 703
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(91 071)	(99 239)	(91 498)
Total – fonds propres de catégorie 1	1 015 251	965 370	956 723
Fonds propres de catégorie 2			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	72 476	73 250	73 250
Moins : titrisation et autres	(32 007)	(31 738)	(31 447)
Total – fonds propres de catégorie 2	190 469	191 512	191 803
Total – fonds propres	1 205 720 \$	1 156 882 \$	1 148 526 \$

## 5. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

### Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des neuf premiers mois de 2009, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 31 JUILLET 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	119 112	127 338
Pouvant être levées à la fin de la période	94 112	89 838

### Programme d'unités d'actions restreintes

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de 2009, en vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 528 000 \$ a été convertie en 42 537 unités d'actions restreintes entièrement acquises. La Banque a également contribué pour 25 522 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2011.

### Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de 2009, en vertu du programme d'unité d'actions de performance, la Banque a octroyé 42 724 unités d'actions de performance d'une valeur de 35,93 \$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

### Régime de droits à la plus-value des actions

Il n'y a pas eu de nouvel octroi au cours du troisième trimestre de 2009, en vertu du Régime de droits à la plus-value des actions, (la Banque a octroyé 27 000 droits à la plus-value des actions au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2009).

### Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charge liée à l'ensemble des programmes de rémunération à base d'actions, net de l'effet des transactions de couverture.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions	4 024 \$	238 \$	595 \$	(1 653) \$	801 \$
Effet de la couverture	(4 979)	(16)	121	3 034	1 374
Total	(955) \$	222 \$	716 \$	1 381 \$	2 175 \$

## 6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	1 194 \$	1 140 \$	2 659 \$	3 805 \$	7 882 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	1 077	1 031	1 000	3 101	2 745
Charge liée aux autres régimes	832	804	830	2 468	2 472
Total	3 103 \$	2 975 \$	4 489 \$	9 374 \$	13 099 \$

## 7. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>23 853 725</b>	23 849 313	23 841 767	<b>23 850 522</b>	23 834 150
Options d'achat d'actions dilutives	<b>18 488</b>	5 289	46 261	<b>15 849</b>	43 106
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	<b>23 872 213</b>	23 854 602	23 888 028	<b>23 866 371</b>	23 877 256
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué <sup>(1)</sup>	-	105 400	-	<b>34 361</b>	-

(1) Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

## 8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

### Autres éléments du résultat étendu

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	31 JUILLET 2009			31 JUILLET 2008		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains nets (pertes nettes) latents provenant de la période	<b>12 276 \$</b>	<b>(3 602) \$</b>	<b>8 674 \$</b>	(4 202) \$	1 351 \$	(2 851) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	<b>4 523</b>	<b>(1 400)</b>	<b>3 123</b>	(8 325)	387	(7 938)
	<b>16 799</b>	<b>(5 002)</b>	<b>11 797</b>	(12 527)	1 738	(10 789)
Gains (pertes) sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>(26 214)</b>	<b>8 428</b>	<b>(17 786)</b>	(894)	253	(641)
Autres éléments du résultat étendu	<b>(9 415) \$</b>	<b>3 426 \$</b>	<b>(5 989) \$</b>	(13 421) \$	1 991 \$	(11 430) \$

	POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE		
	31 JUILLET 2009			31 JUILLET 2008		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains nets (pertes nettes) latents provenant de la période	<b>13 412 \$</b>	<b>(3 883) \$</b>	<b>9 529 \$</b>	(8 117) \$	2 534 \$	(5 583) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	<b>5 500</b>	<b>(1 705)</b>	<b>3 795</b>	(10 850)	782	(10 068)
	<b>18 912</b>	<b>(5 588)</b>	<b>13 324</b>	(18 967)	3 316	(15 651)
Gains sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>7 949</b>	<b>(2 931)</b>	<b>5 018</b>	40 518	(13 149)	27 369
Autres éléments du résultat étendu	<b>26 861 \$</b>	<b>(8 519) \$</b>	<b>18 342 \$</b>	21 551 \$	(9 833) \$	11 718 \$

## 8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (SUITE)

### Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2009	15 041	(6 797)	8 244
Variation au cours des trois mois terminés le 30 avril 2009	7 763	8 324	16 087
Variation au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2009	(17 786)	11 797	(5 989)
Solde au 31 juillet 2009	40 435 \$	(3 267) \$	37 168 \$

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2007	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Variation au cours des trois mois terminés le 30 avril 2008	5 278	(931)	4 347
Variation au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2008	(641)	(10 789)	(11 430)
Solde au 31 juillet 2008	17 114	(4 519)	12 595
Variation au cours des trois mois terminés le 31 octobre 2008	18 303	(12 072)	6 231
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$

## 9. GESTION DES RISQUES

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activités. Une structure de régie d'entreprise est aussi établie afin de s'assurer que la tolérance globale au risque est en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

### Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

Au 31 juillet 2009, l'effet d'une hausse soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêts sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur les revenus nets d'intérêt avant impôts auraient été les suivants.

	AU 31 JUILLET 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Augmentation des revenus nets d'intérêt avant impôts des 12 prochains mois	2 475 \$	8 901 \$
Variation de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(15 436) \$	(27 060) \$

## 9. GESTION DES RISQUES (SUITE)

### Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers, incluant des produits dérivés, peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

La note 2 de ces états financiers consolidés intermédiaires fournit des informations détaillées sur les portefeuilles de prêts de la Banque.

Le risque de crédit de la Banque lié aux instruments financiers dérivés est essentiellement concentré vers des institutions financières, principalement constituées de banques canadiennes.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 31 juillet 2009, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit correspond essentiellement à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit détaillés ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Actifs financiers, tel que présentés au bilan	20 926 \$	19 255 \$
Engagement de crédit et autres éléments hors-bilan. <sup>(1)</sup>	4 626	4 153
Total	25 552 \$	23 408 \$

(1) Incluant 2 244 000 000 \$ au 31 juillet 2009 (2 083 000 000 \$ au 31 octobre 2008) liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

### Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Le comité de gestion des liquidités porte une attention particulière aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement.

### Échéances contractuelles des passifs financiers

Le tableau suivant présente les principales obligations liées à des passifs financiers selon leurs échéances contractuelles.

	AU 31 JUILLET 2009				TOTAL
	À VUE ET SUR PRÉAVIS	À TERME			
		MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	
Dépôts	6 059 281 \$	5 003 797 \$	6 884 429 \$	10 351 \$	17 957 858 \$
Engagements afférents à des valeurs vendues à découverts	-	645 523	54 535	-	700 058
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de convention de rachat	-	251 749	-	-	251 749
Débentures subordonnées	-	-	150 000	-	150 000
	6 059 281 \$	5 901 069 \$	7 088 964 \$	10 351 \$	19 059 665 \$

# 10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

## Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 31 juillet 2009, la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 31 JUILLET 2009			AU 31 OCTOBRE 2008		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	15 230 \$	15 463 \$	233 \$	14 153 \$	14 272 \$	119 \$
Passif						
Dépôts	17 958	18 182	(224)	15 334	15 418	(84)
Déventures subordonnées	150 \$	156 \$	(6) \$	150 \$	155 \$	(5) \$

## Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

### Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

### Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

### Déventures subordonnées

La juste valeur des déventures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

## Gains et pertes sur le portefeuille de titres disponibles à la vente

Les gains et pertes suivants ont été constatés aux résultats relativement aux titres disponibles à la vente.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Gains nets réalisés	211 \$	64 \$	8 325 \$ <sup>(1)</sup>	(766) \$	11 374 \$ <sup>(1)</sup>
Réductions de valeur constatées aux résultats	(4 734)	-	(436)	(4 734)	(436)
Total	(4 523) \$	64 \$	7 889 \$	(5 500) \$	10 938 \$

(1) Inclut un gain de 12,9 millions \$ sur la vente d'actions de la Bourse de Montréal.

## 10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Juste valeur des instruments financiers (suite)

#### Gains et pertes non réalisés sur le portefeuille de titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente, comptabilisés au résultat étendu.

AU 31 JUILLET 2009				
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	267 314 \$	38 \$	- \$	267 352 \$
par des provinces	540 955	4 869	259	545 565
Autres titres d'emprunt	115 921	5 035	468	120 488
Titres adossés à des actifs	20 183	-	2 560	17 623
Actions privilégiées	74 751	440	1 524	73 667
Actions ordinaires et autres	41 270	215	4 514	36 971
	<b>1 060 394 \$</b>	<b>10 597 \$</b>	<b>9 325 \$</b>	<b>1 061 666 \$</b>

AU 31 OCTOBRE 2008				
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	977 724 \$	575 \$	31 \$	978 268 \$
par des provinces	26 604	-	303	26 301
Autres titres d'emprunt	200 342	287	3 650	196 979
Titres adossés à des actifs	20 323	1	1 036	19 288
Actions privilégiées	75 329	6	6 263	69 072
Actions ordinaires et autres	46 966	29	9 399	37 596
	<b>1 347 288 \$</b>	<b>898 \$</b>	<b>20 682 \$</b>	<b>1 327 504 \$</b>

Au 31 juillet 2009, les pertes non-réalisées étaient principalement liées à des titres cotés en bourse d'institutions financières canadiennes et de fiducies du secteur de l'énergie. La valeur au marché de ces titres avait généralement diminuée plus tôt en 2008 et 2009, à cause des conditions de marché. Toutefois, ces sociétés ont maintenu de bonnes conditions financières et leur plan d'affaires demeurent solide. Par conséquent, la direction a déterminé que les baisses de la juste valeur étaient temporaires et qu'elle avait la possibilité et l'intention de conserver ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur. Ces baisses de valeurs sont incluses au cumul des autres éléments du résultat étendu.

#### Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Sous réserve que les désignations rencontrent certaines conditions spécifiques, la direction peut faire le choix de désigner des instruments comme étant détenus à des fins de transaction dont les variations de juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Certaines valeurs mobilières, droits conservés relatifs aux activités de titrisation et certains dépôts de particuliers ont été désignés comme étant détenus à des fins de transactions afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Ces instruments financiers sont utilisés dans le cadre des stratégies de gestion des actifs et des passifs de la Banque et servent de couvertures économiques pour d'autres instruments financiers qui sont mesurés à la juste valeur. Par conséquent, les gains et pertes sur ces instruments sont généralement contrebalancés par les variations de valeurs d'autres instruments financiers. Le tableau suivant présente l'effet des variations de valeurs de ces instruments.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Inclus dans les revenus de titrisation	(26 498) \$	3 455 \$	(4 540) \$	(1 797) \$	19 318 \$
Inclus dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers	137	139	193	231	(233)
Total	<b>(26 361) \$</b>	<b>3 594 \$</b>	<b>(4 347) \$</b>	<b>(1 566) \$</b>	<b>19 085 \$</b>

Le montant nominal des dépôts désignés comme étant détenus à des fins de transactions est de 6 000 000 \$ au 31 juillet 2009 (68 560 000 \$ au 31 juillet 2008). La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat à l'échéance, aux détenteurs de ces dépôts et leurs valeur comptable de 6 023 000 \$ au 31 juillet 2009 (68 704 000 \$ au 31 juillet 2008) est de 23 000 \$ (144 000 \$ au 31 juillet 2008).

## 10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Instruments financiers dérivés

#### *Inefficacité relative aux relations de couverture*

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE	
	31 JUILLET 2009	30 AVRIL 2009	31 JUILLET 2008	31 JUILLET 2009	31 JUILLET 2008
Inefficacité favorable (défavorable) de					
couverture de flux de trésorerie	87 \$	89 \$	12 \$	211 \$	275 \$
couverture de juste valeur	242	(227)	(317)	(755)	(569)
	<b>329 \$</b>	<b>(138) \$</b>	<b>(305) \$</b>	<b>(544) \$</b>	<b>(294) \$</b>

#### *Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie*

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu et dans les capitaux propres.

	AU 31 JUILLET 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats de taux d'intérêt désignés comme instruments de couverture				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 968 000 \$	42 922 \$	2 557 000 \$	46 118 \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	2 585 000	68 930	3 021 750	68 148
	<b>6 553 000 \$</b>	<b>111 852 \$</b>	<b>5 578 750 \$</b>	<b>114 266 \$</b>

#### *Autres informations concernant les relations de couverture*

Des gains nets reportés s'élevant à 33 287 000 \$, inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 juillet 2009, seront reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 31 juillet 2009.

## 11. ÉVENTUALITÉS

### *Recours collectif Marcotte c. Banques*

Le 11 juin 2009, la Cour supérieure du Québec a accueilli le recours collectif contre dix institutions financières canadiennes, dont la Banque Laurentienne, relativement aux marges bénéficiaires facturées par les banques aux détenteurs de leurs cartes de crédit à l'occasion de la conversion en dollars canadiens des transactions en devises. Le jugement a condamné la Banque à rembourser les marges bénéficiaires perçues, plus les intérêts et l'indemnité additionnelle. La Banque, ainsi que les autres institutions financières canadiennes poursuivies, prétendent que le jugement contient plusieurs erreurs de fait et de droit qui sont déterminantes au point d'invalider ce jugement et ont choisi d'en appeler de la décision rendue. Étant donné la situation actuelle, la Banque n'est pas en mesure de déterminer le dénouement de ce litige et par conséquent, aucune provision pour litige n'a actuellement été constituée.

# 12. INFORMATION SECTORIELLE

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE  
31 JUILLET 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	77 844 \$	18 355 \$	23 945 \$	492 \$	(7 870) \$	112 766 \$
Autres revenus <sup>(1)</sup>	31 237	6 645	2 485	15 647	7 877	63 891
Revenu total	109 081	25 000	26 430	16 139	7	176 657
Provision pour pertes sur prêts	12 408	2 105	1 487	-	-	16 000
Frais autres que d'intérêt	84 734	6 792	12 293	11 530	3 732	119 081
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	11 939	16 103	12 650	4 609	(3 725)	41 576
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 265	5 040	3 985	1 366	237	12 893
Bénéfice net	9 674 \$	11 063 \$	8 665 \$	3 243 \$	(3 962) \$	28 683 \$
Actif moyen <sup>(1)</sup>	11 210 055 \$	2 476 318 \$	4 326 084 \$	1 511 343 \$	1 265 222 \$	20 789 022 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE  
30 AVRIL 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	74 489 \$	15 342 \$	21 496 \$	526 \$	(17 780) \$	94 073 \$
Autres revenus	29 281	5 033	2 417	10 833	13 131	60 695
Revenu total	103 770	20 375	23 913	11 359	(4 649)	154 768
Provision pour pertes sur prêts	8 129	3 161	710	-	-	12 000
Frais autres que d'intérêt	83 105	6 346	11 740	8 721	4 122	114 034
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	12 536	10 868	11 463	2 638	(8 771)	28 734
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 780	3 401	3 630	772	(3 004)	7 579
Bénéfice net	9 756 \$	7 467 \$	7 833 \$	1 866 \$	(5 767) \$	21 155 \$
Actif moyen <sup>(1)</sup>	10 849 661 \$	2 274 033 \$	4 231 056 \$	1 315 395 \$	1 440 895 \$	20 111 040 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE  
31 JUILLET 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	77 033 \$	14 256 \$	21 992 \$	709 \$	(10 577) \$	103 413 \$
Autres revenus <sup>(2)</sup>	30 467	4 044	2 740	9 203	21 228	67 682
Revenu total	107 500	18 300	24 732	9 912	10 651	171 095
Provision pour pertes sur prêts <sup>(3)</sup>	9 343	1 003	154	-	8 000	18 500
Frais autres que d'intérêt	82 789	5 786	10 628	8 346	5 998	113 547
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	15 368	11 511	13 950	1 566	(3 347)	39 048
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 812	3 808	4 710	458	(4 677)	8 111
Bénéfice net	11 556 \$	7 703 \$	9 240 \$	1 108 \$	1 330 \$	30 937 \$
Actif moyen <sup>(1)</sup>	10 250 590 \$	2 117 407 \$	3 966 095 \$	1 587 308 \$	802 582 \$	18 723 982 \$

## 12. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE  
31 JUILLET 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	228 587 \$	47 976 \$	66 556 \$	1 768 \$	(39 345) \$	305 542 \$
Autres revenus <sup>(1)</sup>	89 063	16 543	7 288	35 303	34 223	182 420
Revenu total	317 650	64 519	73 844	37 071	(5 122)	487 962
Provision pour pertes sur prêts	30 072	6 920	3 008	-	-	40 000
Frais autres que d'intérêt	250 072	19 070	34 809	28 442	11 454	343 847
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	37 506	38 529	36 027	8 629	(16 576)	104 115
Impôts sur les bénéfices (récupération)	7 896	12 058	11 403	2 529	(4 656)	29 230
Bénéfice net	29 610 \$	26 471 \$	24 624 \$	6 100 \$	(11 920) \$	74 885 \$
Actif moyen <sup>(1)</sup>	10 934 428 \$	2 319 217 \$	4 240 737 \$	1 369 452 \$	1 306 667 \$	20 170 501 \$

POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE  
31 JUILLET 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	222 707 \$	41 581 \$	66 293 \$	2 146 \$	(30 757) \$	301 970 \$
Autres revenus <sup>(2) (4)</sup>	86 177	11 447	8 138	23 894	46 044	175 700
Revenu total	308 884	53 028	74 431	26 040	15 287	477 670
Provision pour pertes sur prêts <sup>(3)</sup>	25 726	3 497	777	-	8 000	38 000
Frais autres que d'intérêt	244 362	16 850	31 623	23 286	16 830	332 951
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	38 796	32 681	42 031	2 754	(9 543)	106 719
Impôts sur les bénéfices <sup>(5)</sup>	9 596	10 815	14 182	797	(3 869)	31 521
Bénéfice net	29 200 \$	21 866 \$	27 849 \$	1 957 \$	(5 674) \$	75 198 \$
Actif moyen <sup>(1)</sup>	9 985 127 \$	2 107 511 \$	3 817 668 \$	1 481 166 \$	702 311 \$	18 093 783 \$

P et PME-Québec -Le secteur Particuliers et PME-Québec couvre toute la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tout le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(2) Les autres revenus du secteur Autres inclut un gain de 12,9 millions \$ (11,1 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente du solde de ses actions de la Bourse de Montréal, à la suite du regroupement de la Bourse de Montréal et du Groupe TSX.

(3) La provision pour pertes sur prêts du secteur Autres inclut une charge de 8,0 millions \$ (5,5 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) résultant de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur prêts.

(4) Les autres revenus du secteur Autres incluent une perte de 0,4 millions \$ (0,3 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente d'un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30,1 millions \$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

(5) La charge d'impôt du secteur Autres inclut un ajustement de 5,6 millions \$ reflétant la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral.